



STUTTGART 21 : UN PROJET QUI MET EN DANGER LA STABILITE DU GOUVERNEMENT ALLEMAND

Catherine Perron

(Chargée de recherche au CERI Sciences Po)

« *Montagsdemo. Jeden Montag 18.00 – 18.30* ». (Manif. du lundi¹. Tous les lundis 18h-18h30). On pourrait se croire à l'Est de la République, il y a vingt ans, dans ce qui était alors un autre pays. La saison est la même : l'automne, le décor pourtant très différent : les alentours de la gare de Stuttgart et non ceux de la Nikolaikirche². Car cet appel s'adresse non pas au peuple de Leipzig, las de ses dirigeants communistes, mais à celui de l'une des villes les plus prospères du Sud-Ouest de l'Allemagne, gouvernée démocratiquement depuis plus d'un demi-siècle. Et tous les lundis, des milliers de Stuttgartois répondent à l'appel, se pressant, toujours plus nombreux, dans la rue pour défendre leur gare et manifester leur colère grandissante contre le pouvoir. Depuis la fin de l'été, les manifestations ont pris une telle ampleur qu'elles ont fait, non seulement, la « une » de l'ensemble de la presse allemande et internationale, mais aussi provoqué de vifs débats jusqu'au Bundestag ainsi qu'une intervention de la chancelière qui a fait preuve d'une rare véhémence pour défendre le projet³.

¹ Les « Monatsdemonstrationen » ou manifestations du lundi restent très fortement associées, dans la mémoire collective allemande, aux événements de 1989. Avec l'ouverture du mur à Berlin, elles ont représenté les moments les plus intenses du tournant Est-allemand.

² La Nikolaikirche est l'église de Leipzig où eurent lieu les « prières pour la paix » et d'où partaient les manifestations du lundi en octobre 1989 lors du tournant Est-allemand.

³ « Die Kanzlerin der Attacke » (La chancelière de l'attaque), *Süddeutsche Zeitung*, 23 novembre 2010.

Ce qui nous intéresse ici est moins de peser le pour et le contre de ce très lourd projet d'infrastructure ferroviaire appelé Stuttgart 21, que de restituer les termes dans lesquels est analysé ce mouvement de protestation outre-Rhin. Il nous permet également de comprendre comment et pourquoi une affaire locale a pu enflammer de la sorte la ville et le pays provoquant ainsi les plus importantes manifestations jamais vues à Stuttgart. Le projet Stuttgart 21 comprend la construction d'une voie rapide entre les villes de Stuttgart et d'Ulm, la transformation de la gare centrale de Stuttgart, actuellement en cul-de-sac, en une gare souterraine transversale ainsi que le creusement de tunnels de plusieurs kilomètres de long pour relier la gare à l'aéroport et au nouveau parc des expositions. Ce projet est en gestation depuis une quinzaine d'années et son coût est estimé à plusieurs milliards d'euros (entre 4 et 11 selon les sources).

On constate tout d'abord que l'ensemble des *media* allemands, mais aussi bon nombre d'hommes politiques nationaux, y sont allés de leurs commentaires et de leurs analyses, cherchant à comprendre les ressorts de la révolte. C'est un fait rare à Stuttgart – ville considérée comme aussi industrielle qu'ennuyeuse – où n'ont guère lieu que des événements liés à l'automobile.

Ensuite, la majeure partie de ces analyses fait le lien entre les manifestations contre le projet et d'autres mobilisations de masse récentes : les protestations contre la réforme du primaire, au printemps 2010, dans la ville-État de Hambourg, celles contre les transports de déchets atomiques CASTOR (Cask for Storage and Transport of Radioactive Material) et contre l'atome en général. Un rapprochement est également fait avec deux phénomènes qui, à première vue, paraissent assez éloignés. En premier lieu, l'incroyable mobilisation populaire en faveur de l'ancien dissident Joachim Gauck présenté par le SPD et les Verts comme candidat à la Présidence de la fédération en juin 2010 contre Christian Wulff (CDU), candidat de la coalition noire-jaune. Cette mobilisation était aussi massive qu'inattendue étant donné que le Président fédéral n'a que très peu de pouvoirs en Allemagne et que son élection se fait au scrutin indirect. La population n'était donc pas appelée à voter. En second lieu, le succès de l'ouvrage aux relents racistes de Thilo Sarrazin⁴, vendu à des milliers d'exemplaires l'automne dernier.

⁴ Thilo Sarrazin, membre du SPD, a été sénateur en charge des finances de la ville-État de Berlin jusqu'en 2009 à la suite de quoi il a été nommé membre du directoire de la Bundesbank. Son pamphlet s'intitule « Deutschland schafft sich ab » (L'Allemagne court à sa perte).

Par ailleurs, si la RFA a indéniablement connu des périodes nettement plus troublées, comme le fait très justement remarquer *Die Zeit*⁵, ce qui est nouveau et ce sur quoi insistent tous les commentateurs, est le fait que les manifestants ne sont pas issus des milieux « gauchistes », nourris de culture protestataire, mais sont des gens d'un certain âge, issus des classes moyennes (*aus der Mitte der Gesellschaft*⁶). Des *Bürger* au double sens allemand de citoyens et de bourgeois ! Cette situation particulière est confirmée par la presse de tout bord, y compris la *TAZ*, quotidien des alternatifs de gauche qui, le 24 octobre 2010, titre : « Bürgeraufstände in Deutschland. Die neuen Revolutionäre », (Insurrections citoyennes/bourgeoises en Allemagne. Les nouveaux révolutionnaires). De son côté, son opposé politique, le quotidien conservateur *FAZ*, dans son édition du 24 septembre 2010, titre « Die neue Aufstandsbereitschaft », (La nouvelle disposition à la révolte).

Enfin, la référence au tournant de 1989 est omniprésente, que ce soit dans les représentations et le vocabulaire des manifestants, dans les doléances accrochées au grillage qui entoure le chantier de la gare de Stuttgart ou dans les commentaires de la presse. Ainsi, par exemple, Walter Stiller, un comédien célèbre qui a pris la tête de l'opposition à S21, avoue sans détours que son modèle est Leipzig 1989 et « l'irrésistible non-violence » de ces manifestations.

Or, précisément, alors que l'on fête les vingt ans de l'unification, la référence à 1989 est mobilisée autour de la dichotomie « eux/nous », si caractéristique de la crise du système communiste, redéployant celle-ci selon deux directions distinctes.

La première est, comme dans les régimes communistes, celle de la distance entre les gouvernés et les gouvernants. Le slogan de 1989 « Nous sommes le peuple » (*Wir sind das Volk*) l'incarnait en rappelant aux dirigeants qu'ils gouvernaient au nom du peuple qui était donc leur souverain. Ce fossé entre gouvernants et gouvernés, ce sentiment du « nous en bas et eux en haut » se retrouve en 2010 dans l'Allemagne unifiée. Les événements de Stuttgart, comme ceux de Hambourg, mettent au jour une crise de la représentation liée à la perte de légitimité aussi bien des partis que des dirigeants politiques. Il en est de même de l'engouement pour Joachim Gauck, (Allemand de l'Est et homme politique qui n'est pas sorti du sérail à la différence de Christian Wulff) et pour les thèses provocatrices de Thilo Sarrazin, en délicatesse avec son parti, le SPD. Cette crise de la démocratie représentative est particulièrement manifeste à Stuttgart où, d'une part, les voix appelant à organiser un référendum se multiplient et où, d'autre part, « domine le sentiment qu'en fin de compte 'ceux d'en haut' se serrent les coudes quand il s'agit de faire passer quelque chose contre

⁵ *Die Zeit*, 28 octobre 2010, « Ihr da draußen » (Vous là-dehors).

⁶ *Die Zeit*, 28 octobre 2010.

'ceux d'en bas' »⁷. En effet, la CDU, qui est au pouvoir dans le Land, refuse catégoriquement d'organiser une telle consultation populaire alors que, de leur côté, les opposants remettent en question la validité de décisions prises selon des procédures démocratiques, dont ils se sentent pourtant exclus.

L'un des principaux reproches exprimés par les Allemands de l'Est à l'encontre du régime et des dirigeants de la RDA réapparaît ici. Il est illustré par l'usage répété des termes *bevormunden* (littéralement ternir en tutelle), *Entfremdung* (aliénation), ou *Ohnmacht* (impuissance) qui refont surface en lien avec Stuttgart 21. Les citoyens considèrent qu'ils sont tenus à l'écart des décisions essentielles pour l'avenir de leur ville, de leur région, voire de leur pays, par des élus qui font preuve d'une attitude paternaliste et arrogante. Celle-ci leur rappelle la posture des dirigeants soviétiques et le comportement de partis politiques qui ne jouaient pas leur rôle intégrateur, de relais entre le pouvoir et la population. Ces constats conduisent certains hommes politiques comme Frank Walter Steinmeier (SPD), Wolfgang Schäuble (CDU) et Norbert Röttgen (CDU) à se demander si, comme en RDA il y a vingt ans, ce n'est pas en fin de compte le système politique en tant que tel qui est remis en question ? D'autant qu'en miroir de ce pouvoir, de plus en plus étranger à sa base, se dessine une société en pleine transformation (*Umbruch*), autre terme étroitement associé aux événements de 1989.

Cette transformation revêt différentes caractéristiques : outre l'affaiblissement du lien entre la société et ses dirigeants et le sentiment de désorientation et d'impuissance qui s'ensuit, la caractéristique de la peur et du repli sur soi, qui nous amène à la seconde direction dans laquelle la dichotomie « eux/nous » est redéployée.

Certains analystes voient se dessiner une « république contre » (*Dagegen Republik*⁸), peuplée de « citoyens colère » (*Wutbürger*⁹), ce qui rendrait l'Allemagne ingouvernable. Parmi ces analystes, on compte de nombreux journalistes, mais aussi et surtout des hommes et des femmes politiques dont la chancelière Angela Merkel. Ils agitent le spectre d'une Allemagne vieillissante, frileuse, repliée sur elle-même et soucieuse de son seul bien-être matériel immédiat, hostile au progrès et à tous les projets de modernisation d'envergure, susceptibles de remettre en cause celui-ci. Un article de la *Süddeutsche Zeitung*, du 22

⁷ Erhard Eppler, ancien ministre du SPD, *Süddeutsche Zeitung*, 25 octobre 2010, « Mehr Demokratie wagen – oder viel mehr Polizei » (Oser plus de démocratie – ou bien plus de police) en référence au discours de Willy Brandt en 1969.

⁸ Albrecht von Lucke, « Wir sind das Volk – ihr seid es nicht » (Nous sommes le peuple – vous ne l'êtes pas) in *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n°10, 2010, pp. 5-9.

⁹ Dirk Kurbjuweit, « Der Wutbürger », *Der Spiegel*, n°41, 11 octobre 2010.

novembre 2010, intitulé « Nein danke » (non merci) insiste d'ailleurs sur cette peur de l'avenir.

Dans cette Allemagne, la dichotomie « eux/nous » se déploierait, selon le mode de l'exclusion, entre « nous qui sommes le peuple » et « eux qui ne le sont pas »¹⁰. La dimension de la défiance ethnique, voire sociale vient alors s'ajouter à celle éprouvée envers les partis et les dirigeants politiques. Comme l'écrit le politologue Albrecht von Lucke, vingt ans après l'unification, la ligne de partage passe moins entre Allemands de l'Est et de l'Ouest (*Ossis / Wessis*), comme aux premiers temps de l'unification, qu'entre les *Bürger* allemands et les autres, moins bien intégrés. Au nombre de ces derniers se trouvent avant tout les musulmans, mais aussi les classes sociales défavorisées (*Unter- ou Bildungsfernesichten*), les personnes dépendantes de l'aide sociale (*Hartz IV-Empfänger*) etc. Nous en voulons pour preuve le succès du livre de Thilo Sarrazin, critique radicale et raciste de la politique d'intégration, auprès des catégories aisées et *a priori* cultivées de la population. Ainsi, une lecture suivie d'un débat sur le livre dans la très sérieuse *Literaturhaus* (Maison de la littérature) à la Reiterhalle de Munich le 29 septembre 2010 a fait grand bruit dans le pays. Elle réunissait un public de notables locaux se déchaînant contre les contradicteurs de l'auteur

Ici on retombe sur la question du système mais, cette fois, posée dans sa dimension socioéconomique. La crise de légitimation actuelle du système politique est alors rapportée à la crise économique et financière de 2008. Celle-ci a aggravé le sentiment, déjà répandu, d'insécurité, que la rémission économique de l'année 2010 ne parvient guère à apaiser. L'expérience de la crise a nourri l'opinion, solidement ancrée depuis quelques années, que la croissance ne profite qu'à une infime partie de la population : les plus riches. Les classes moyennes, celles que l'on considère traditionnellement comme porteuses du système et qui aujourd'hui manifestent sur tous les fronts, sont aussi celles qui se sentent les plus menacées. La mauvaise performance du gouvernement de coalition de chrétiens-démocrates et de libéraux de Madame Merkel, depuis son entrée en fonction fin octobre 2009, ne les a guère rassurées.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la mobilisation contre Stuttgart 21 s'est, tout d'abord, articulée autour d'une critique des coûts pharamineux du projet que la crise a rendus particulièrement sensibles, d'autant plus qu'ils ne cessaient de croître. En effet, le Bade-Wurtemberg et, plus encore, la ville de Stuttgart et ses alentours, bastions de l'industrie

¹⁰ Pour reprendre le titre de l'article d'Albrecht von Lucke.

automobile allemande, ont été touchés de manière particulièrement violente. Or il s'agit de l'une des régions les plus prospères d'Allemagne, qui était jusque-là peu encline aux mouvements sociaux. Les colosses industriels que sont Daimler-Benz, Bosch et Porsche ont été forcés de mettre des centaines de milliers de personnes au chômage technique, et les petites et moyennes entreprises de sous-traitance, qui constituent le tissu économique de la région ont, elles aussi, payé un lourd tribut à la crise. Stuttgart est ainsi devenue la capitale du chômage partiel : rien que chez Daimler 50 000 employés ont été mis au chômage technique. Si aujourd'hui la tempête semble passée, la confiance peine toutefois à se rétablir. La population du Sud de l'Allemagne, d'ordinaire indifférente aux turpitudes politiques et économiques des autres régions, s'est découverte vulnérable et envisage désormais son avenir d'un œil désenchanté. Rappelons qu'outre sa richesse, le Land du Bade-Wurtemberg se caractérise par sa stabilité politique. Depuis la création de la République fédérale, il est gouverné par la CDU et la ville de Stuttgart a connu, en tout et pour tout, trois maires.

La capacité de la CDU et des cercles économiques régionaux qui lui sont étroitement liés à remédier à cet état de fait est vue avec un scepticisme croissant : en effet, au mois d'octobre, les Verts talonnaient la CDU dans les sondages : 32% contre 34% à la CDU. Or ces liens étaient, jusque-là, observés avec une certaine bienveillance, parce qu'ils semblaient contribuer au bien-être dans la région. Les élections au Landtag du 27 mars prochain donneront la mesure de la profondeur de la crise. Certes, un processus de conciliation entre partisans et opposants à Stuttgart 21 a été engagé au mois de novembre. Ainsi, Heiner Geißler, membre de la CDU mais aussi d'ATTAC Allemagne, engagé pour l'occasion comme médiateur et accepté aussi bien par les opposants que par les défenseurs du projet, s'est prononcé pour une version améliorée du projet et non pas pour son abandon pur et simple, ce qui a contribué à détendre la situation mais n'a pas pour autant fait cesser les manifestation ni fait taire les opposants au projet. Si la CDU venait à perdre ces élections, malgré l'issue favorable du processus alors, non seulement le gouvernement Merkel courrait le risque de vaciller, mais le « symptôme 21 »¹¹ pourrait affecter durablement l'ensemble du système politique de la République fédérale.

¹¹ Pour reprendre la formule de la FAZ du 04 décembre 2010.